

RAPPORT ANNUEL 2018-2019

# 25 ANS D'ALTERNATIVES

 Alternatives   
ANS

# Devenir Alternatives

**13 235** abonnés Facebook

**5 220** abonnés au bulletin du Journal des Alternatives

**4 455** abonnés Twitter

**4 000** abonnés au bulletin Alternatives International Journal

**4 500** donateurs membres individuels

**325** membres individuels

**41** stagiaires internationaux

**Alternatives** est une organisation de solidarité qui œuvre pour la justice et les droits économiques, sociaux, politiques, civils, culturels et environnementaux, au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. Nous soutenons l'action citoyenne et la contribution autonome des mouvements populaires et sociaux dans la construction de sociétés durables. Alternatives participe aux mobilisations locales et internationales, en vue de renforcer les droits collectifs. Notre pratique repose sur la solidité du partenariat établi avec des acteurs du Sud et du Nord : un partenariat solidaire, où prévalent la réciprocité, l'interaction et la coaction et où les acteurs locaux sont engagés dans un processus de changement social dont ils sont à la fois l'origine et la force motrice.

Nous poursuivons un travail d'éducation et de sensibilisation, à partir d'une même vision de transformation sociale, comme prolongement de toute action en solidarité internationale. Avec nos membres, nos partenaires et nos alliées, nous œuvrons pour construire un monde :

- Où les êtres humains vivent dans la dignité et le respect et se partagent équitablement le pouvoir et les ressources nécessaires pour vivre et s'épanouir.
- Où l'on respecte la diversité des peuples et des individus ainsi que les droits civils, politiques, économiques, environnementaux, sociaux et culturels.
- Où l'on œuvre à améliorer les conditions de vie des populations par un développement qui rompt avec le paradigme de la croissance et s'appuie plutôt sur la transformation sociale et la solidarité.

**POUR DEVENIR MEMBRE**

*[alternatives.ca/devenir-membre](http://alternatives.ca/devenir-membre)*



Mot de la PRÉSIDENCE

# UN QUART DE SIÈCLE

## **Un rôle fondamental de création de liens !**

Déjà un quart de siècle qu'Alternatives joue un rôle fondamental de création de liens entre les mouvements sociaux, écologistes, féministes et pour les droits d'ici et d'ailleurs.

Une aventure hors du commun que nous vous résumons dans les pages qui suivent.

Une aventure qu'il faut tracer, parfois difficilement dans un dédale d'embûches, mais une aventure nécessaire pour faire aboutir cette société durable qui est au coeur de la mission de l'organisation.

## **POUR LES DROITS D'ICI ET D'AILLEURS**

Avec votre soutien, le Conseil d'administration d'Alternatives s'est activé durant cette dernière année à poursuivre la réorganisation d'Alternatives dans un contexte de nouvelle ouverture de l'État canadien. Un contexte favorable à l'exercice de nos droits qui, heureusement, devrait se poursuivre dans les prochaines années avec la réélection d'un gouvernement fédéral favorable à l'exercice des droits aux niveaux national et international.

L'avenir d'Alternatives passe par le renouvellement continu de son engagement envers l'action politique autonome des mouvements sociaux. Cette tâche est inscrite au coeur de la mission de l'organisation depuis toujours.

*Et c'est avec vous que nous y parvenons!*

### **Safa Chebbi et Pierre-Luc Bouchard**

Co-Présidents

#### **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

##### **Exécutif**

**Safa Chebbi** (Co-Présidente du Conseil)  
**Pierre-Luc Bouchard** (Co-Président du Conseil)  
**Krystyna Slawecki** (Secrétaire)

##### **Les autres administrateur-trices sont :**

**Jean-Claude Balu, Marie-Josée Béliveau, José Bolívar, Danielle Coenga, Jen Gobby, Hamouda Soubhi et Alvaro Vargas.**

##### **Trois autres membres ont aussi servi sur le Conseil durant l'année :**

**Donald Cuccioletta**  
**Sabine Friesinger**  
**Patrick Rondeau**

*Mot du directeur GÉNÉRAL*

# 25 ANS ET TOUTES SES DENTS !

Alternatives entame en novembre 2019 la célébration de son 25e anniversaire. Depuis 1994, nous avons mené plusieurs centaines d'initiatives en partenariat avec les mouvements sociaux du Nord comme du Sud, pour la défense des droits économiques, sociaux, politiques, civils, culturels et environnementaux au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde.

La force des interventions d'Alternatives repose sur la solidité du partenariat établi avec ces mouvements. Un partenariat solidaire, où prévalent la réciprocité, l'interaction et la coaction et où les acteurs locaux sont engagés dans un processus de changement social dont ils sont à la fois l'origine et la force motrice.

Au fil de ces 25 années, j'ai personnellement eu l'opportunité d'être partie prenante de nombreuses initiatives d'Alternatives qui ont accompagné des actions citoyennes et collectives pour créer cette société durable où les êtres humains vivent dans la dignité et le respect et se partagent équitablement le pouvoir et les ressources nécessaires pour vivre et s'épanouir.

Nous avons aussi eu des moments difficile durant cette période car il existe toujours des mouvances dans nos sociétés qui ne respectent ni la diversité des peuples et des individus ni les droits humains, civils, politiques, économiques, environnementaux, sociaux et culturels.

Malgré cela, nous ne nous sommes pas arrêtés. Durant la dernière année notamment, Alternatives a poursuivi sa nouvelle croissance. Notre équipe a pris de l'ampleur, nos programmes et nos partenariats se sont diversifiés et nous avons continué de jouer un rôle prépondérant ici aussi au sein d'une myriade de réseaux et coalitions actifs pour les droits.

Nous vous invitons à vous joindre à Alternatives pour les 25 prochaines années – au moins ! – pour construire toutes et tous ensemble ce monde de solidarité dont nous rêvons.

**Michel Lambert**  
Directeur général





**CHRONOLOGIE**  
**25 ANS D'ALTERNATIVES**

## 1994

C'est le 8 novembre 1994 qu'est fondé Alternatives. Né du rapprochement de trois groupes distincts, le Centre d'études et de ressources sur l'Asie du Sud (CÉRAS), le Centre d'études arabes pour le développement (CÉAD) et le Centre d'information et de documentation sur le Mozambique et l'Afrique australe (CIDMAA), Alternatives entreprend dès lors des projets importants en tant qu'organisation de justice sociale. Le même mois, inséré dans l'édition du 10 au 16 novembre de l'hebdomadaire Voir, alors distribué à 90 000 exemplaire, paraît le tout premier numéro du Journal Alternatives qui occupe aussitôt une place unique comme principale source d'information sur les mouvements sociaux à l'échelle planétaire. Le Journal Alternatives passera quelques années plus tard au Devoir pour devenir le Journal des alternatives en 2009.



## 1995

Associé à deux autres organisations de solidarité, Alternatives lance la première édition du programme Québec sans frontières (QSF) avec trois cohortes de stagiaires partant en direction de Cuba, du Maroc et du Brésil. S'ouvrant plus tard à l'ensemble des membres de l'Association québécoise des organisations de coopération internationale - AQOCI, le programme QSF a depuis permis à plus de 5000 jeunes Québécois de 18 à 35 ans de contribuer à la réalisation de projets concrets menés par des centaines de partenaires locaux au Sud.

## 1996

Lors de son Assemblée générale de mars, Alternatives adopte une Déclaration qui affirme que « Les organisations populaires de la société civile – syndicats, groupes de défense des sans-emploi, des femmes, des jeunes, de l'environnement et des droits humains – deviennent alors absolument essentielles non seulement à la recherche d'un autre avenir pour la majorité de l'humanité mais à la défense des droits sociaux les plus élémentaires. Dans ce contexte mondial, Alternatives ne peut que réaffirmer son caractère de mouvement de solidarité internationale qui se conçoit comme étant en même temps un élément actif du mouvement social ici au Québec. Pour Alternatives, le fait d'appuyer des organisations populaires qui sont en lutte, dans les différentes régions du monde où nous travaillons, pour transformer leur environnement social, économique, politique et écologique fait partie de cette même lutte ici ».

## 1997

Dynamisé par le désir de ses partenaires au Sud de s'approprier des nouvelles technologies de l'information et des communications, Alternatives lance le projet « Les jeunes et l'hypertôle ». Quatre cohortes de jeunes désireux de soutenir l'acquisition de compétences technologiques se dirigent vers le Chili, la Palestine, l'Inde et le Maroc. Le projet fait école et quelques années plus tard, cette stratégie d'Alternatives mobilise une large coalition d'organisations canadiennes réunies sous le programme désormais connu sous le nom de Cyberjeunes / NetCorps.

Ouverture du bureau d'Alternatives à Québec qui souhaite élargir la portée de son engagement dans la vieille capitale. Alternatives débute la même année les émissions de radio « Alternatives » qui sont diffusées sur les ondes de Radio Basse-Ville CKIA 96.1 FM et qui dureront près de 10 ans.

## 1998

En mai 1998, la Conférence de Montréal réunit des représentants des pays membres de l'OCDE pour discuter de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Pour la modique somme de 1000\$ chacun, les quelques 500 participants de la conférence tenue à l'hôtel Sheraton allaient discuter les détails de l'AMI, un classique du modèle néolibéral, qui prévoyait accorder plus de libertés et de pouvoirs aux entreprises multinationales.

Alternatives joint rapidement les opposants et soutient l'organisation à Montréal de l'Opération SalAMI, une campagne citoyenne contre l'AMI qui, le 25 mai, permet

à près de 200 activistes de bloquer, dès le matin, les accès de l'hôtel. Au-delà du blocage qui dura près de 5 heures, c'est tout le Québec qui était désormais au diapason des luttes pour les souverainetés locales et nationales face aux ravages du libre-échange.

## 1999

En avril, en collaboration avec le Regroupement de solidarité avec les autochtones, l'Agora populaire des jeunes se tient au parc Lafontaine, une conférence sur trois jours qui réunit des jeunes Québécois de divers milieux et des jeunes provenant du Brésil, Chili, Égypte, Israël, Liban, Maroc, Mexique, Mozambique et Palestine. Cette rencontre permet aux jeunes de se positionner, de se solidariser et d'agir contre l'exclusion socioéconomique, raciale et ethnique.

À la demande du Mouvement des sans-terre (MST), Alternatives présente en septembre l'exposition TERRA, qui regroupe quarante-cinq oeuvres du réputé photographe Sebastião Salgado, à la galerie de Tierra del fuego à Montréal et au Musée Bon-Pasteur, dans le Vieux-Québec. Pour accompagner l'exposition, une semaine d'activités et de conférences portant sur le thème du Mouvement des sans-terre et comptant sur la présence d'un dirigeant du mouvement.

Nous présentons aussi durant l'année plusieurs conférences avec des invités internationaux, notamment la conférence Femmes du Pakistan avec Asma Jahangir, présidente de la Commission des droits humains du Pakistan.

## 2000

En préparation du Sommet des Amériques à Québec, Alternatives mobilise les médias alternatifs et indépendants (radios communautaires, journaux étudiants et locaux, journalistes indépendants, etc.), pour créer le Centre des médias alternatifs - CMAQ, une plateforme Web permettant alors la publication d'analyses indépendantes sur les enjeux du libre-échange et ses impacts négatifs sur les droits sociaux, politiques, économiques et environnementaux. Le CMAQ rejoint la même année la grande famille Indymedia créée à Seattle en 1999 qui regroupait alors des plateformes similaires dans une trentaine de villes dans le monde. Le réseau compte aujourd'hui plus de 175 projets indépendants.

La même année, la ville de Porto Alegre au Brésil est l'hôte du premier Forum social mondial (FSM). Il s'agit d'un espace de débats réunissant des militants des quatre coins du globe et se positionne comme alternative face au Forum économique mondial qui, lui,

regroupe les gouvernements et le milieu des affaires, en excluant les mouvances sociales, leurs préoccupations et droits. Ce premier FSM devait réunir 15 000 personnes, mais au fil du temps, certaines éditions accueillirent jusqu'à 10 fois ce nombre. Des centaines d'initiatives ont émergé du FSM et de ses nombreuses déclinaisons locales, nationales, régionales ou thématiques.

Alternatives deviendra vite membre du Conseil international du FSM pour poursuivre son rôle de catalyseur de la solidarité, tant sur la scène internationale que nationale. Des financements canadiens nous permettent alors d'allouer d'importantes ressources à la gestion du processus tout en y animant de multiples débats sur ce qui s'appelle alors l'écologie politique et la construction du mouvement social mondial. Plusieurs délégations québécoises sont organisées lors des diverses éditions du FSM ce qui inspire chez nous la création d'un processus similaire, d'abord au Québec (2007 et 2009), puis à l'échelle canadienne avec la participation des Premières Nations (Forum social des peuples, 2014).



## 2001

Le Sommet des Amériques se tient à Québec les 20, 21 et 22 avril. C'est le lieu des pourparlers concernant la proposition de création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Alternatives coordonne depuis une année le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC) lequel organise le Sommet des peuples qui se tiendra en parallèle du Sommet officiel. L'opposition est criante et nous mobilisons des mouvements sociaux provenant des 34 pays des Amériques regroupés au sein de l'Alliance sociale continentale. Au Québec, en plus du RQIC, Alternatives soutient la création d'une table de convergence des mouvements sociaux contre la ZLEA et une mobilisation de plusieurs centaines de journalistes indépendants et citoyens autour du CMAQ. À Québec, plus de 60 000 personnes marchent contre la ZLEA et réinventent ensemble

l'action politique dans un mouvement intersectoriel altermondialiste qui fera école au Québec.

## 2002

Le travail de solidarité avec la Palestine se poursuit via notamment un travail d'appui à divers organismes, dont Solidarité avec les droits humains des Palestiniennes et Palestiniens (SPHR). Ces mobilisations touchent plusieurs milieux, surtout le milieu étudiant.

Alternatives participe à la mise sur pied du groupe de recherche et d'éducation populaire Research & Education in Development, notamment à travers un portail Web de recherche et de réseautage des mouvements sociaux sud-africains. Le site permet en 2002, d'effectuer une couverture des événements entourant la tenue du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg.

Le bureau de Québec participe en septembre à l'organisation du Forum social Québec - Chaudières Appalaches. Les ateliers se déroulent avec la trame de fond : « Un autre monde est possible ! ».

## 2003

S'appuyant sur une douzaine d'organisations congolaises, Alternatives lance, en mars 2003, le Portail Internet de la société civile ([www.societecivile.cd](http://www.societecivile.cd)) en RDC. Bien davantage qu'un site Web, la plateforme couvre rapidement les 11 provinces du pays impliquant au-delà de 400 organisations locales dans un processus sans précédent de mobilisation, de formation et d'organisation commune de la société civile congolaise. Le Portail sera en ligne et demeura la principale source d'information sur la société civile congolaise jusqu'en 2015 !

Aussi, c'est en 2003 que naît le projet « Des jardins sur les toits », et le fameux Bac Alternatives (bac avec réserve d'eau), technique qui permet la multiplication des initiatives en agriculture urbaine à Montréal, puis à l'international. En 2008, le projet recevra la plus haute distinction environnementale du Québec, soit le Phénix de l'environnement, décernée par le Ministère de l'environnement. Le projet recevra aussi le Prix national de design urbain 2008 de l'Institut royal d'architecture du Canada, de l'Institut canadien des urbanistes (ICU) et de l'Association des architectes paysagistes du Canada (AAPC). Alternatives est l'un des organismes fondateurs du Groupe de travail en agriculture urbaine (GTAU) qui entraînera la Ville de Montréal à soutenir davantage l'agriculture urbaine à partir de 2011. Continuant dans cette lignée, nous

appuyons aujourd'hui Cultiver Montréal et le Festival annuel du même nom.

Découlant en large partie du Forum social mondial, c'est aussi en 2003 que se réalise la formalisation d'Alternatives International, un réseau de proximité avec nos partenaires stratégiques qui se veut ultimement un pôle de réflexion dans et pour la gauche altermondialiste mondiale. Quelques années plus tard, AlterInter regroupe une dizaine de groupes et propose une structure politique innovante qui laisse la première place aux groupes originaires du Sud. AlterInter se fera par la suite l'initiateur de projets innovants comme le site Internet E-Joussour.net (le Portail de la société civile Maghreb/Mashrek), puis le promoteur d'initiatives politiques fortes comme le Forum Social mondial thématique pour l'éducation (Palestine, 2010) ou encore le Forum social mondial Palestine Libre (Brésil, 2012).



## 2004

Alternatives a déjà 10 ans et un grand spectacle est organisé au défunt Spectrum de Montréal. Des personnalités de renom comme Gilles Vigneault, Karen Young, Paul Piché, Daniel Lemire et d'autres offrent des performances à couper le souffle pour célébrer ce dixième anniversaire.

Le programme d'Alternatives prend de l'ampleur dans le monde arabe. Des projets structurants pour nos partenaires sont mis en place en Égypte, au Maroc, en Palestine, en Tunisie et surtout en Iraq où Alternatives participe à la construction d'un large et inclusif réseau de la société civile progressiste : le Iraqi Democratic Future Network (IDFN). Le réseau intègre rapidement des groupes de femmes, des associations étudiantes, des syndicats, des groupes écologistes et des groupes de défense des droits puis intervient sur la scène politique irakienne pour faire valoir les droits. Des campagnes importantes pour l'accès à l'éducation, pour un soutien de l'État irakien aux femmes veuves et pour

plus d'éthique dans les médias sont lancées et obtiennent d'importants résultats.

En juillet, la ville de Quito (Équateur) reçoit le tout premier Forum social des Amériques. Alternatives y est très présent dans le sillage de la coordination hémisphérique de la lutte contre la ZLEA.



## 2005

Avec le soutien de la Fédération des enseignants et enseignantes du Québec (FNEEQ), Alternatives organise une tournée en région au printemps 2005. Des équipes itinérantes formées de membres du personnel et du conseil d'administration visitent plusieurs villes du Québec. Au menu : bilan et perspectives du FSM 2005 ; mondialisation et mouvements sociaux ; démocratie participative ; agriculture urbaine ; et Palestine.

À l'avant-garde dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC), Alternatives participe avec le réseau de l'Association pour le progrès dans les communications (APC) au Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) à Tunis. Paradoxalement, la Tunisie à cette époque demeure l'un des pays les plus répressifs et contrôlants quant à l'utilisation de l'Internet. Alternatives soutient sur le terrain les groupes qui luttent pour la liberté d'expression et la cyberdissidence. Le SMSI lui-même n'est pas sans résultat. Il donnera naissance au processus connu sous le nom de Forum de la gouvernance de l'Internet, un processus multipartite visant à permettre aux États et aux sociétés civiles nationales et internationale d'influer sur un secteur autrement essentiellement contrôlé par le secteur privé américain.

## 2006

Le programme d'Alternatives couvre plusieurs pays d'Amérique latine avec comme points focaux Cuba, le Brésil et Haïti. En 2006, Alternatives conclut enfin une longue négociation avec l'Agence canadienne de développement international pour la mise en oeuvre d'un projet en Argentine soutenant la mise en place de

coopératives de travail au sein du réseau ENTA (Réseau d'assistance technique aux entreprises autogérées). Le Chantier de l'économie sociale et MCE Conseils figurent parmi nos partenaires canadiens. Nous encourageons aussi l'informatisation et la mise en réseau de la Centrale des travailleurs argentins (Central de Trabajadores de la Argentina, CTA) grâce à l'appui de la CSN. Des stagiaires cyberjeunes seront aussi impliqués dans le renforcement des capacités des acteurs locaux et aideront à la mise sur pied d'un portail informatique comme outil de concertation pour ces coopératives.

L'année 2006 marque aussi l'arrivée à Ottawa des Conservateurs de Stephen Harper et d'un changement notable de la couleur du logo d'Alternatives qui passe du turquoise au rouge.

## 2007

Alternatives organise en mars une tournée intitulée : Pour une paix globale. Mustafa Barghouti, ancien candidat à la présidence de l'Autorité palestinienne, Michel Warschawski, journaliste israélien, Phyllis Bennis, militante et écrivaine américaine et Soraida Sabbah, militante pour la paix à Ramallah sont parmi les principaux invités.

C'est en août que se tient le premier Forum social québécois lequel implique toutes les sphères de la société civile québécoise. Malgré un démarrage difficile, ce premier FSQ est finalement soutenu par plus d'une centaine d'organisations sociales et réunit 5 000 participants. Une quinzaine de groupes dont Alternatives et les grandes centrales syndicales sont les principaux partenaires de l'initiative qui permet d'organiser 315 ateliers en 2 jours et 4 grandes conférences qui à elles seules mobilisent plus de 2 000 personnes. Des forums sociaux régionaux sont aussitôt mis en place après l'événement.

En plus d'accueillir le secrétariat du FSQ, Alternatives tient ses traditionnelles « Journées Alternatives » pendant le Forum social. Elles visent à créer un espace de convergence pour les mouvements sociaux québécois afin de dégager des stratégies communes pour développer un Québec plus juste et solidaire.

En août, Alternatives tient la première étude de faisabilité indépendante sur l'implantation d'une vaste infrastructure Internet pour l'ensemble de la République démocratique du Congo (RDC). L'étude propose notamment un réseau national de fibres optiques. De plus, Alternatives met en place une dynamique multisectorielle visant à élaborer une politique nationale sur les technologies de l'information et des communications.

## 2008

Alternatives est à l'origine d'une campagne de collecte de fonds commune avec des syndicats et d'autres ONG pour reconstruire la principale clinique de Gaza de la Palestinian Medical Relief Society (PMRS). Cet établissement, détruit le 27 février 2008, par un bombardement israélien, abritait une pharmacie, une ambulance, un centre d'équipement pour des handicapés et des bureaux administratifs. Les dommages sont extrêmement importants. L'argent récolté servira à réparer l'immeuble et à racheter des médicaments, une ambulance et des fauteuils roulants.

Alternatives est aussi très actif pour dénoncer l'intervention canadienne en Afghanistan, beaucoup trop militaire et aucunement axée sur le soutien aux initiatives des organisations afghanes de la société civile. Alternatives contribue au développement de la démocratie en Afghanistan en participant à la création de conseils de village avec notre partenaire, le Sanayee Development Foundation (SDF). Ces institutions fournissent une tribune aux villageois pour exprimer leurs besoins à l'administration centrale. Elles servent aussi de lieu de résolution de conflit au niveau local.

En Haïti, Alternatives encourage la participation des paysans à la vie démocratique avec le projet « Tout le monde citoyen ». En collaboration avec l'Institut Québec-Haïti et des groupes locaux comme la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), le projet vise à renforcer les capacités des organisations paysannes haïtiennes en terme de réseautage, de plaidoyer et de communication, en vue d'une participation accrue aux grands débats nationaux portant sur l'économie paysanne, la protection des ressources environnementales et la réforme agraire.

En République démocratique du Congo, Alternatives soutient un projet qui permet la création de capsules audio pouvant servir de matériel de diffusion sur les ondes radio et qui sont produites pour appuyer les efforts de nos partenaires dans le domaine des droits de la femme et des droits humains.

Au Maroc, en collaboration avec le Forum marocain des alternatives du Sud (FMAS), Alternatives appuie la création d'un Conseil consultatif de la jeunesse qui se veut un espace permanent de consultations, d'échanges, de dialogues et de propositions, au sein duquel sont délégués des jeunes de tous les secteurs de la société civile.

Dans un Soudan confronté aux pires épreuves, le travail d'Alternatives permet de renforcer deux réseaux d'organisations non gouvernementales, le Sudan Civil Society Network for the Alleviation of Poverty (SCSNAP) et le Human Rights Legal Assistance Network (HRLAN), qui intègrent ensemble une centaine d'organisations locales oeuvrant à renforcer la participation des citoyens soudanais au développement économique, politique et social de leur pays. Le travail de plaidoyer de nos partenaires permet d'influer sur les décideurs politiques, en faisant la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles.



## 2009

En mars, Alternatives soutient la création du ICSSI (Iraq Civil Society Solidarity Initiative). Pour la première fois, un important nombre de représentants de la société civile irakienne rencontraient un collectif d'organisations altermondialistes, anti-guerre et de solidarité internationale d'Europe et de Montréal.

En mai, Alternatives célèbre son 1000e stagiaire par une semaine d'activités à Montréal et Québec. Plus de 400 anciens stagiaires participent à une grande fête de retrouvailles.

En août, un second Forum social québécois se tient. Alternatives offre une contrepartie unique en invitant à Montréal le Conseil International du Forum social mondial. Si la participation au FSQ lui-même est plus faible que lors de la première édition, l'Assemblée des mouvements qui se tient à la fin de l'événement permet de créer la Coalition Main rouge qui sera notamment très active lors du printemps érable de 2012. La même année, Alternatives soutient le premier Forum social

Maghreb, le Forum nigérien et participe au FSM à Bélem (Brésil).

Au Pakistan, Alternatives soutient le Pakistan Fisherfolk Forum (PFF), le plus large mouvement social du pays avec plus de cinq millions de membres provenant de toutes les communautés côtières. Grâce à notre projet, PFF mobilise ses membres par des campagnes demandant l'arrêt de la pêche industrielle, la protection de l'environnement du delta du Sindh, le droit à l'eau potable, entre autres.

En Indonésie, Alternatives appuie le groupe Indonesian Society for Social Transformation (INSIST) avec un projet d'agriculture durable dans les villages de Sulawesi du Sud. Le projet facilite le transfert de compétences pour la protection de l'environnement et la gestion d'un développement qu'on veut durable pour la région.

Toutefois 2009 marque aussi le début de l'agression du gouvernement de Stephen Harper contre Alternatives alors que le *National Post* nous informe le 5 décembre que notre programme triennal avec l'ACDI sera coupé. Plusieurs similitudes sont remarquées avec les coupures au programme de l'organisation KAIROS de même qu'avec le « coup » à Droits et Démocratie, car ces trois organisations sont attaquées directement sur la base de leurs programmes en Palestine, en appui au travail d'organisations palestiniennes, et surtout en raison de leurs activités de plaidoyer au Canada en soutien aux droits des Palestiniens. Pas une seule fois, un officiel du gouvernement ne répondra à nos questions.

Cette attaque frontale mobilise aussitôt un large soutien pour Alternatives qui lance **soutenez.alternatives.ca**, lequel permet l'envoi de lettres aux différents leaders politiques canadiens. Un millier de personnes deviennent la même année membres d'Alternatives.

Mais la cause va rapidement bien au-delà de la situation d'Alternatives qui, en conséquence, travaille à mobiliser, tant au Québec qu'au Canada, d'autres organisations aussi visées par un gouvernement qui refuse les visions progressistes dans la société civile. Autour du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) et de l'AQOCI, une coalition canadienne appelée « Voices » fait son apparition et travaille sur la liberté d'expression. Au Québec, un processus similaire donne naissance à la coalition Pas de démocratie sans voix.



## 2010

Alternatives tient en avril les premières journées de solidarité avec l'Irak. Une dizaine de nos partenaires irakiens ont pu ainsi participer à plusieurs conférences publiques à Montréal et Ottawa en plus de rencontrer plusieurs médias.

En août, les 16e Journées Alternatives réunissent près de 250 personnes pour un programme en 3 parcours sur nos grandes thématiques (justice climatique, dignité des peuples et mouvements sociaux). Ces 16e JA sont qualifiées par tous, participants et participantes, panélistes et organisateurs, de succès populaire et politique, une formule qui fut reprise par plusieurs journalistes. Une brochette importante d'une cinquantaine de panélistes, dont une dizaine provenant de l'extérieur du Québec, se sont mobilisés pour l'événement.

En septembre, Alternatives initie un projet de collaboration avec deux importantes organisations syndicales de l'Amérique centrale, soit la Central Única de Trabajadores (CUTH) du Honduras et la Central Sandinista de Trabajadores (CST) du Nicaragua. Ce projet permet de créer une dynamique intéressante de participation afin de renforcer la gouvernance des organisations syndicales, renforcer la participation des femmes au monde du travail et mieux faire face aux défis de l'intégration régionale. Ce projet a permis de consolider le partenariat d'Alternatives avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et l'organisation syndicale basque, ELA, mais aussi d'ouvrir d'autres partenariats avec des centrales syndicales de la région, notamment la CUT du Brésil.

Initié à la suite d'une proposition d'Alternatives International, le Forum social mondial thématique pour l'éducation se tient du 28 au 31 octobre 2010 en Palestine. 20 000 Palestiniens et 500 délégués internationaux contribuent à son impressionnant succès. En plus d'expliquer comment l'occupation militaire de la Palestine affecte directement la qualité de l'éducation offerte aux jeunes palestiniens, le Forum offre une plateforme d'échange d'expériences, de discussions théoriques, des débats d'idées concernant la place de l'éducation dans la société, ses impacts sociaux, politiques et environnementaux tant au niveau local, régional et international. Le but est d'aider à construire un nouveau monde, en remettant en question la domination du système d'éducation actuel et ses institutions, qui sont dirigées par une économie néolibérale, une compétition excessive, les lois du marché, la globalisation, la consommation et les rapports d'exploitation et de domination.



## 2011

En avril, sur l'enjeu de la justice climatique, Alternatives organise la conférence « Cochabamba +1 », célébrant la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère, tenue en Bolivie l'année précédente. La rencontre à Montréal porte notamment sur les mobilisations contre les gaz de schiste et les sables bitumineux, les stratégies de transition vers une économie sans carbone, les alternatives citoyennes aux multiples crises écologiques et vise ultimement la convergence des luttes sociales et environnementales dans un mouvement global pour la justice climatique.

Pour briser le blocus illégal de Gaza imposé par Israël, et du même coup, dénoncer la politique de soutien inconditionnel du gouvernement canadien à l'État

hébreu, Alternatives appuie une initiative citoyenne permettant l'envoi d'un bateau canadien pour Gaza.

Le projet vise à permettre à un navire et un équipage canadien de se rendre à Gaza avec, à son bord, une cargaison de matériel humanitaire destiné aux Palestiniens.

Une campagne de financement « record » permettra de financer l'opération en quelques semaines, mais vaudra aussi à Alternatives une poursuite judiciaire par un groupe pro-israélien ontarien, menace qui sera finalement retirée après qu'Alternatives ait reçu les services pro bono d'une firme d'avocats progressistes.

En août, pour la dix-septième année consécutive, Alternatives invite les représentants des mouvements sociaux pour réfléchir aux grands enjeux de l'heure. Plus de 300 militants et militantes provenant de plusieurs grandes organisations sociales du Québec et du Canada répondent à l'appel. Déjà, un consensus émerge pour l'organisation d'un premier Forum Social Québec-Canada-Premières Nations. Au terme de l'Assemblée générale annuelle, les membres d'Alternatives adoptent une Déclaration défiant les orientations du gouvernement fédéral sous Harper : Alternatives défend la justice sociale, l'équité, la démocratie et les droits partout sur la planète.

En octobre, cinq mois après les élections fédérales qui voient les Conservateurs obtenir la majorité parlementaire, Alternatives, en collaboration avec le Conseil des Canadiens et plusieurs organisations de la société civile, des associations étudiantes et syndicales, du Québec, du Canada et des Premières Nations, convoque une conférence visant la création d'un mouvement progressiste Québec-Canada-Premières Nations. Quelques semaines plus tard, Alternatives lance le site **Indignez-vous.ca**, une pétition vivante, où le public peut s'adresser directement à Stephen Harper et lui dire, dans ses propres mots, ce qui le préoccupe.

Soutenu par Alternatives, le Groupe de travail en agriculture urbaine dépose en novembre une pétition de 29 068 signatures appuyant la tenue d'une consultation publique sur l'état de l'agriculture urbaine à Montréal. Ces signatures furent obtenues dans le cadre du « droit d'initiative en matière de consultation publique ». Le processus donnera lieu par la suite à la création par la Ville d'un Comité de travail de la collectivité montréalaise sur l'agriculture urbaine.

## 2012

Le leadership étudiant entraîne toute la société dans un mouvement social historique : le « printemps érable ». À sa mesure, Alternatives contribue à ce mouvement grâce à ses outils de communications, son implication dans la coordination et la mobilisation du Jour de la Terre, le 22 avril, où plus de 250 000 personnes manifestent, ainsi que l'organisation de la première édition du Festival des solidarités à Montréal en juin. Le festival est un franc succès avec une participation estimée à un millier de personnes. Il accueille notamment l'écologiste Hervé Kempf qui déclare : « Pour sauver la planète, il faut sortir du capitalisme, en reconstruisant une société où l'économie n'est pas reine mais outil, où la coopération l'emporte sur la compétition, où le bien commun prévaut sur le profit ».

Quelques semaines plus tard, Alternatives coorganise une délégation de 80 personnes au Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale à Rio (en plus de fournir un soutien important au Secrétariat du Sommet), qui se tient dans le cadre de la dynamique Rio+20. La délégation permet de créer de nouvelles alliances avec des syndicats latino-américains et de tisser des liens avec différentes organisations de la société civile au Québec. Plusieurs outils et activités sont développés afin d'exiger la participation des gouvernements du Québec et du Canada au Protocole de Kyoto (le Canada de Harper venait de se retirer de Kyoto) et la réorientation de la gestion des ressources naturelles dans le sens du bien commun. Surtout, Alternatives lance une nouvelle Déclaration contre le capitalisme vert.

Au plan international, malgré des moyens financiers réduits, Alternatives continue d'appuyer plusieurs partenaires, notamment dans la région du Maghreb et du Machrek, en Amérique centrale, en Afrique de l'Ouest et en Haïti.

Mais c'est par le projet « E-joussour : un plaidoyer pour les droits des femmes dans la région du Maghreb et du Machrek », qu'Alternatives s'inscrit le plus en soutien à des mouvements sociaux qui sont à un tournant dans le contexte des suites du Printemps arabe de 2011. À travers une série de rencontres, de formations portant sur les droits humains, le plaidoyer et les technologies de l'information et des communications qui se déroulent dans plusieurs villes de la région, le programme permet de renforcer les organisations féminines membres d'E-joussour, afin qu'elles puissent participer pleinement à la construction de l'après-printemps. Des jeunes femmes, membres ou volontaires des

organisations partenaires, ont également effectué des stages en France et au Québec.

Du 28 novembre au 1er décembre, une initiative d'Alternatives International se concrétise au Brésil avec la tenue du Forum social mondial – Palestine libre !, un espace regroupant 3 000 participants provenant de trente-sept pays, visant à renforcer le mouvement mondial de solidarité pour les droits du peuple palestinien.



## 2013

Alternatives lance le DSS216, un centre et un projet en cybersécurité à Tunis. Ce centre desservira l'ensemble de la région, ciblant notamment les pays où le filtrage et la cybercensure sont particulièrement présents. Destiné à la société civile, journalistes, blogueurs et dissidents et autres défenseurs de droits humains de la région, on y apprendra dans ce centre à contourner la censure, protéger ses communications digitales et conserver son anonymat en ligne.

À l'heure du réchauffement climatique, avec notamment le projet de l'inversion de la ligne 9, l'enjeu du passage du pétrole des sables bitumineux albertains au Québec est criant d'actualité. Alternatives organise en juillet une délégation québécoise qui se rend jusqu'à Fort McMurray, à la rencontre des communautés autochtones affectées qui organisent annuellement une marche pour la guérison de la Terre-Mère. La délégation est composée de représentants de divers mouvements sociaux du Québec.

En septembre, Alternatives lance une nouvelle émission de radio diffusée sur les ondes de la station CIBL. La toute première émission s'intitule : « Changer le climat ou changer le système ? » et porte notamment sur les mouvements québécois, canadien et international actuellement en construction. Mensuellement, les mouvements sociaux sont invités à expliquer leurs

enjeux et surtout leurs solutions pour changer le monde. L'émission sera diffusée jusqu'en mai 2016.

En 2013, Alternatives souligne les 10 ans de son travail en agriculture urbaine et travaille de plus en plus sur des enjeux de politiques alimentaire avec plusieurs municipalités.

En mai, Alternatives soutient l'organisation du éco-HackMTL, premier événement de son genre au Québec. Il permet la réalisation d'une dizaine de projet citoyens associant les nouvelles technologies de l'information et les données ouvertes afin de répondre aux besoins des communautés.

La deuxième édition du Festival des solidarités se déroule à l'Usine C le 15 juin. 400 personnes participent à l'événement qui porte sur la thématique de l'extractivisme. Alternatives reçoit notamment Nnimmo Bassey (Nigéria, Prix Nobel alternatif, 2010).

## 2014

Au terme de 30 mois de mobilisation et de montage financier au cours desquels Alternatives a joué des rôles fondamentaux, le Forum social des peuples se tient du 21 au 24 août à Ottawa. L'événement regroupe 6 000 personnes issues des mouvements sociaux, du Québec, du Canada et des Premières Nations. Le processus veut permettre de réseauter sur les solutions aux politiques d'austérité et surtout construire des stratégies collectives visant notamment un changement de gouvernement aux élections fédérales de 2015. La structure politique du Forum permet l'émergence de nouvelles alliances, notamment au niveau syndical. Le forum aboutit à un appel à l'action.

L'Agence du revenu du Canada (ARC) nous indique son intention de recommander l'annulation de notre statut de bienfaisance. Plusieurs démarches sont nécessaires, incluant une consultation des membres, et enfin, les avocats d'Alternatives parviennent à préserver le « numéro de charité » de l'organisation. Nous profitons aussi de cette discussion avec l'ARC pour faire valoir la pertinence de notre approche de travailler avec des partenaires locaux.

Alternatives demeure impliqué avec plusieurs coalitions dont la fédération Alternatives International, le Conseil International du Forum social mondial, l'Association pour le progrès dans les communications, l'AQOCI, le Réseau québécois sur l'intégration continentale, les coalitions Pas de démocratie sans voix ! et Voices-Voix.



## 2015

Avec l'initiative Hochelaga'table, Alternatives engage un processus de réflexion, d'analyse et de création avec des jeunes montréalais issus de milieux défavorisés afin de réfléchir sur l'alimentation saine et son accessibilité.

À l'international, le programme d'agriculture urbaine, donne naissance à des initiatives à Port-au-Prince, Bamako, La Havane, Casablanca et Yaoundé. Un groupe QSF est associé à notre partenaire camerounais Protège QV. Un second groupe en Équateur a pu réaliser des documentaires vidéo avec des jeunes de la ville de Portoviejo, auprès de l'organisation « Asociación Cristiana de Jóvenes (ACJ) ». Le projet en Tunisie, enfin, a permis au groupe de stagiaires de soutenir les efforts de plaidoyer de notre partenaire, le Forum tunisien des droits économiques et sociaux (FTDES) sur les questions environnementales dans la baie de Monastir au nord de Tunis.

En juin, se tient la 3e édition du Festival des solidarités qui mobilise 500 personnes. Sous fond de lutte contre l'austérité au Québec comme en Europe, les participants assistent à 3 conférences impliquant une vingtaine d'invités de différents milieux militants : écologistes, Premières Nations, syndicats, étudiant, et surtout les partis de la gauche radicale anti-austérité du Québec, d'Espagne, de Grèce et d'Allemagne.

En Amérique centrale, en lien avec la défense des droits des travailleurs de l'industrie des maquiladoras, principalement du secteur textile, Alternatives conclut un processus de 5 ans visant le renforcement des capacités institutionnelles et le plaidoyer de deux centrales syndicales actives dans ce secteur, soit la Confederación Unitaria de Trabajadores du Honduras (CUTH) et la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) du Nicaragua.

Alternatives lance en continuité un programme pour renforcer les droits des communautés touchées par les industries minières au Guatemala, au Nicaragua, au Honduras et au Salvador. Le programme soutient le travail des organisations de la région visant à améliorer la réglementation des entreprises transnationales et protéger les droits des femmes et des hommes dont la vie est touchée par les activités minières, notamment celles des minières canadiennes. De plus, le projet fournit un appui direct aux communautés affectées sous forme de ressources financières, techniques et matérielles qui facilitent l'accès aux mécanismes de justice. Les deux projets sont réalisés grâce au soutien politique et financier de la CSN, de la ELA (un syndicat basque) et de la Central Única dos Trabalhadores (CUT - Centrale unique des travailleurs) du Brésil.

## 2016

Année de transition pour Alternatives, tant au plan financier qu'au plan des perspectives stratégiques de travail. Depuis la défaite des Conservateurs, à la suite notamment de la mobilisation des mouvements sociaux, Alternatives a tout mis en œuvre pour démontrer la singularité de sa contribution au plan de la solidarité internationale. Tous les espoirs sont permis quant au retour du financement public, mais Alternatives doit maintenant se faire connaître à nouveau à Ottawa.

L'Assemblée générale adopte un nouveau plan stratégique confirmant Alternatives comme une organisation de solidarité et un réseau de partenaires engagés pour soutenir les voix des mouvements sociaux. Alternatives réaffirme son engagement à l'égard du renforcement de l'action politique autonome des mouvements sociaux, d'ici comme d'ailleurs.

En Tunisie, Alternatives et le DSS216 mobilisent et forment des partenaires et d'autres défenseurs des droits de la personne au Maroc, en Égypte, au Liban, en Jordanie.

Au Salvador et au Guatemala, nos programmes soutiennent des partenaires qui influencent les processus de concertation et de négociation sur la gestion des ressources naturelles et des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Au Nicaragua et dans ces deux premiers pays, nous créons des Fonds d'appui pour les femmes minières et les activités socio-économiques et la défense légale des défenseurs des droits humains.

## 2017

Face au racisme systémique, la montée de l'extrême droite, l'appauvrissement des ouvriers et ouvrières, les attaques sexistes ; Alternatives soutient plusieurs luttes comme celle pour le 15\$ de l'heure, celle pour la justice climatique, celle pour la solidarité avec les nations autochtones, et d'autres. Nous avons ajouté nos efforts à diverses manifestations regroupant plusieurs groupes de la société civile.

Les 15 et 16 septembre, Alternatives s'adresse à la mosaïque montréalaise, avec son Festival des solidarités dans Côte-des-Neiges. Soutenue par 30 groupes communautaires et syndicaux, la tenue d'ateliers avec notamment des intervenants de marque positionne Alternatives comme un facilitateur dans la lutte contre le racisme et pour la construction d'une volonté d'un vivre-ensemble solide.

Alternatives, sur la scène internationale, prépare une expansion de son développement. Les projets et les demandes de subventions préparés et développés nous placent comme une référence dans la lutte pour développer et soutenir la solidarité internationale.

## 2018

Alternatives brise le cycle de l'indifférence à Ottawa et convainc Affaires mondiales Canada de soutenir deux projets que nous leur avons soumis. Alternatives lance ainsi, dans le cadre du Programme de stages internationaux pour les jeunes (PSIJ), un projet intitulé « Les technologies et la communication au cœur du changement social ». Des stages permettront à 120 jeunes de faire avancer le travail d'Alternatives et de ses alliés dans le secteur des communications sociales, des technologies numériques, des droits humains et de l'égalité homme-femme. Le réseau de l'Association pour le progrès dans les communications est au cœur du projet comme partenaire.

En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, Alternatives entreprend une initiative qui visera à soutenir les femmes journalistes, les citoyens-reporters et défenseurs des droits humains dans la région. Notre intervention offre des formations, des ressources financières, des réseaux de soutien et une dynamique régionale sans précédents qui nous permettra de créer un large réseau de femmes journalistes voire ultimement un nouvel Observatoire des violations des droits des femmes journalistes dans la région. Notre programme intègre des femmes provenant d'Irak, de Jordanie, du Liban, du Soudan, des Territoires palestiniens occupés et du Yémen.



MERCI DE VOTRE  
SOUTIEN ET DE  
VOTRE ENGAGEMENT  
À NOS CÔTÉS DEPUIS  
25 ANS !



**2018-2019**

# **RAPPORT ANNUEL**

# ENJEU : DROITS, DIGNITÉ ET JUSTICE SOCIALE

L'avancement des droits humains est central à notre action. Nous menons des initiatives qui renforcent les capacités d'hommes et de femmes à s'engager avec d'autres acteurs et actrices gouvernementaux et non gouvernementaux pour faire avancer leurs droits, ceux de leurs communautés et ceux des groupes les plus vulnérables de leurs sociétés. Notre travail sur les droits humains s'inscrit dans une préoccupation plus vaste qui englobe la dignité humaine et la justice sociale. Ainsi, nous apportons un soutien à des organisations, des réseaux et des mouvements sociaux qui réclament l'égalité entre les hommes et les femmes, l'accès à une éducation de qualité et à un travail décent, la souveraineté alimentaire, les droits économiques et sociaux, et le respect des droits collectifs et du bien commun. Car tous ces droits s'ancrent dans des valeurs fondamentales de dignité humaine, de justice sociale et de solidarité.

## SOUTIEN AUX FEMMES JOURNALISTES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE DU NORD

Dans cette région, les femmes journalistes et les citoyens-reporters contribuent grandement à faire avancer les droits humains, notamment les droits des femmes, des filles et d'autres populations marginalisées. En raison de la nature des sujets que ces journalistes traitent, et simplement en raison d'être femmes, elles font face quotidiennement à des dangers qui menacent leur sécurité et leur bien-être.

Au Soudan par exemple, certaines femmes sont soumises à des violences sexuelles, des actes d'intimidation et d'autres formes d'abus visant à les réduire au silence et à ternir leur réputation. En Palestine, elles doivent apprendre à travailler sous la violence militaire. En Irak, le conflit avec l'État islamique a fait peser de lourdes menaces sur leur sécurité et celles de leurs proches.

**Ce projet nous a ouvert les yeux et nous a permis de nous concentrer sur les femmes et l'industrie des médias, en particulier contre le harcèlement sexuel, car nous savons tous que les femmes journalistes sont plus vulnérables au harcèlement sexuel.**

— MYRA ABDALLAH

Fondation arabe pour les libertés et l'égalité (AFE), Liban

Nos activités dans la région ont offert à des femmes journalistes du Soudan, d'Irak, de Jordanie, du Liban, de Palestine et du Yémen, un soutien qui répond à leurs besoins. Formation à la cybersécurité, fonds d'urgence,

mise en place d'un réseau régional de femmes journalistes ; l'initiative génère un plus grand soutien tant pour la défense de la liberté d'expression que pour la défense des droits des femmes dans la région.

En novembre 2018, avec notre partenaire jordanien, le Arab Women Media Centre (AWMC), nous organisons à Amman la plus large rencontre de ces femmes avec plus de 100 représentantes provenant de 13 pays.

## DIGNITÉ POUR LES MÈRES EN HAÏTI

Neuf années après le séisme destructeur de 2010, Haïti se trouve dans une situation de fragilité qui perdure. Le pays fait face aux effets persistants d'une sécheresse prolongée et de l'ouragan Matthew qui se sont traduits par un ralentissement des activités agricoles, une perte générale de revenus et une offre alimentaire diminuée. Alliés avec une crise politique quasi permanente, ces « facteurs naturels » font qu'Haïti a l'un des niveaux d'insécurité alimentaire chronique les plus élevés au monde, avec plus de la moitié de sa population qui en est affectée. Alternatives mène une initiative avec l'Association pour la promotion de la Santé intégrale de la Famille (APROSIFA) visant à répondre aux besoins nutritionnels urgents de plus de 700 enfants en situation de dénutrition extrême dans le quartier de Carrefour-Feuilles à Port-au-Prince. C'est dans ce quartier pauvre et dense qu'Alternatives a développé au fil des années plusieurs jardins collectifs pour approvisionner en aliments frais les familles ainsi qu'un Centre de récupération nutritionnelle, véritable lieu de dignité pour 350 mères en situation difficile, qui sont en majorité âgées entre 15 et 25 ans.

## ENJEU : JUSTICE CLIMATIQUE ET ÉCOLOGIE

Alternatives inscrit son travail sur le plan de la protection de l'environnement et du bien commun dans une perspective de justice sociale et environnementale. Il soutient des groupes et des communautés qui travaillent pour la défense de leur environnement et de leurs ressources naturelles et qui cherchent à bâtir des mécanismes de résilience face à l'impact des changements climatiques. Alternatives encourage la convergence de mouvements sociaux traditionnels, de nouveaux mouvements citoyens et de mouvements écologistes et autochtones vers les mobilisations locales pour la protection des ressources naturelles et la promotion de la justice climatique. Alternatives facilite le transfert de compétences et de connaissances en matière d'agroécologie, de gestion des systèmes alimentaires et des déchets, d'agriculture urbaine et de proximité.

### AUTONOMISATION DES POPULATIONS AFFECTÉES PAR L'EXTRACTIVISME

Au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua et au Honduras, notre projet visant à renforcer l'autonomisation des populations touchées par les activités extractives au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Salvador était cette année en phase de consolidation. C'est ainsi que nous avons continué à renforcer un réseau d'organisations en Amérique centrale visant à appuyer les luttes des communautés pour leurs ressources naturelles alors qu'elle sont aux prises avec la présence d'industries extractivistes.

Grâce au projet, les organisations partenaires d'Alternatives, et plus largement les groupes de la société civile hondurienne, ont davantage d'espaces pour s'engager, sans peur de représailles, dans les processus de prise de décision concernant la gestion de leurs ressources naturelles.

### 300 MILITANT-ES DE LA RÉGION SONT OUTILLÉ-ES POUR MENER DES CAMPAGNES EFFICACES VISANT LA PROTECTION DES RESSOURCES NATURELLES, NOTAMMENT LE DROIT INTERNATIONAL À L'EAU.

Les populations vivant dans les collectivités ciblées sont mieux informées pour participer aux processus de prise de décision concernant la gestion de leurs ressources et les femmes, principales bénéficiaires du projet, sont mieux outillées pour mettre en place des solutions économiques durables visant à remplacer l'économie extractive dans leurs régions respectives.



#### Extractivisme *n.m.*

Modèle économique et politique de développement basé sur la marchandisation de la nature et le profit au détriment des droits humains et de l'environnement, à l'opposé des ontologies autochtones de respect du territoire. L'extractivisme est enraciné dans la longue histoire de l'insertion de la région de l'Amérique latine dans le système capitaliste mondial à travers des formes violentes d'extraction de matières premières et les processus de dépossession qui leur sont associés.

# ENJEU : PAIX, DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

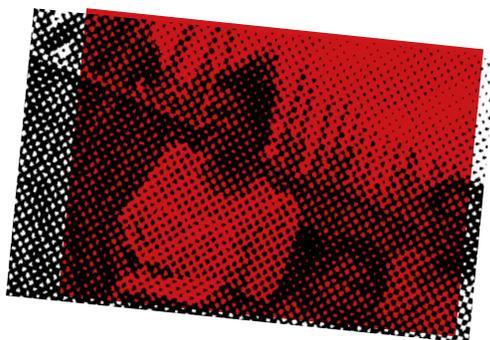
Dans des États et des environnements fragiles touchés par des conflits et des transitions démocratiques, Alternatives accompagne les acteurs de la société civile et soutient des initiatives populaires qui viseront d'une part à restaurer la confiance et le dialogue entre différentes communautés affectées et d'autre part à faciliter la participation citoyenne au sein d'institutions et de processus démocratique.

## NOUVELLE INITIATIVE AU SRI LANKA

Avec la contribution de L'Oeuvre Léger (maintenant connue sous le nom de Mission Inclusion), nous avons pu lancer un projet important au Sri Lanka en soutien du National Fisheries Solidarity Organisation (NAFSO), un mouvement social progressiste qui œuvre pour la promotion des droits des habitants issus des communautés de pêche du Sri Lanka. Notre projet permet de fournir une assistance aux veuves, souvent marginalisées, qui gèrent des ménages dans une société d'après-guerre qui a connu beaucoup de destructions et de morts au cours des trente années de conflit.

L'armée s'est emparée d'une grande quantité de terres pendant la guerre, pour des raisons de « sécurité », qui n'a pas été rendue à leurs propriétaires. Le mouvement des droits fonciers est également dirigé par NAFSO. Afin de soutenir ce mouvement, nous avons sollicité un financement du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et contacté d'autres donateurs.

Deux stagiaires d'Alternatives ont aussi pu séjourner avec NAFSO pour soutenir leur travail.



# NOS EXPERTISES

Bien que nos approches soient larges et variées et que nous ayons déjà été actifs sur une myriade de thématiques, l'équipe d'Alternatives a mis au point depuis 1994 des outils et des expertises qui contribuent à l'atteinte de nos objectifs de lutte pour la justice sociale.

## 2.1

### AGIR EN RÉSEAU

Nous visons à porter plus loin les voix des acteurs sociaux pour leur permettre d'exercer une influence décisive sur les politiques publiques. Nous nous activons au sein de divers réseaux et coalitions qui visent ensemble la mise en commun d'expertises dans le but de renforcer les stratégies en place, de faire émerger de nouvelles tactiques et de créer des outils innovateurs qui permettent de rehausser le plaidoyer. Des représentant·es d'Alternatives jouent des rôles centraux au sein plusieurs coalitions et réseaux. Notre directeur général, Michel Lambert, siège sur le Conseil d'administration de l'APC et de Cultiver Montréal et est co-président de l'AQOCI, secrétaire du FISIQ et membre du comité de coordination du Front commun pour la transition énergétique. Voici où nous avons été actifs cette année :

1. Association pour le progrès dans les communications (APC)
2. Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
3. BDS-Québec
4. Coalition pour que le Québec ait meilleure mine
5. Concertation pour Haïti
6. Conseil International du Forum social mondial
7. Cultiver Montréal
8. Fond d'investissement solidaire international du Québec (FISIQ)
9. Front commun pour la transition énergétique
10. India Civil Watch (ICW)
11. International South Asia Forum (INSAF)

12. Regroupement québécois des groupes écologistes (RQGE)
13. Réseau d'intervention humanitaire du Canada
14. Vigilance OGM
15. Voices-Voix



## 2.2

### NOURRIR LA CITOYENNETÉ

Le 30 novembre 2018, invitant plus de 50 organisations actives dans le secteur de l'agriculture urbaine à Montréal, Alternatives créait le nouveau réseau Cultiver Montréal. Bien au-delà du festival du même nom que nous avons organisé en mai annuellement depuis 2015, Cultiver Montréal devient la toute première association multisectorielle qui soutient, encourage et contribue au développement de l'agriculture urbaine à Montréal par le rassemblement et la concertation des acteurs du milieu, le partage de ressources, ainsi que la promotion, la sensibilisation, la formation et le plaidoyer politique. Déjà, Cultiver Montréal devient un acteur incontournable pour la Ville de Montréal dans la mise en oeuvre de sa propre stratégie pour l'agriculture urbaine.

## 2.3

### SOUTENIR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Conscient de l'interdépendance des dimensions écologique, énergétique, économique et sociale, guidé par la conviction que la transition énergétique est une occasion exceptionnelle de transformations profondes à tous ces égards, Alternatives est un membre actif du Front Commun pour la transition énergétique qui regroupe des organisations qui contribuent à l'élaboration collective et à la mise en oeuvre d'une transition énergétique structurante et porteuse de justice sociale. En 2018-2019, le Front a développé le projet « Québec ZÉN », visant une feuille de route permettant au Québec de devenir rapidement carboneutre. Dans les prochains mois, avec les membres du Front, nous faciliterons les nécessaires débats sur ce processus.

## 2.4

### LA FORMATION DE LA RELÈVE

**Québec sans frontières : Cultiver les racines (Cultivando las raíces) & Défendre les droits économiques et sociaux par le plaidoyer audiovisuel**

Depuis 1994, nous formons des jeunes stagiaires à la solidarité internationale, la participation citoyenne, les communications sociales et la saine gestion de l'environnement. Au cours de l'année financière 2018-2019, Alternatives a formé deux groupes de jeunes stagiaires qui se sont ensuite rendus en Tunisie et au Chili. En Tunisie, le groupe a travaillé pour l'autonomisation des ouvrières du textile à Monastir, et au Chili, le projet portait sur la réalisation d'activités d'agriculture urbaine avec des familles du quartier de Cerro Navia de Santiago.

**PSIJ : un programme sur trois ans (2018-2020)**

Soutenu par le Programme de stages internationaux pour les jeunes (PSIJ) de la Stratégie emploi jeunesse du gouvernement du Canada, notre programme « Les technologies et la communication au coeur du changement social » offre des stages professionnels s'adressant aux jeunes diplômé·es âgé·es entre 19 et 30 ans. Le programme nous a permis cette année de jumeler des stagiaires auprès d'ONG partenaires à l'étranger, dont la majorité sont des organisations membres du réseau de l'Association pour le progrès dans les communications ([www.apc.org](http://www.apc.org)). Les stagiaires ont pu bénéficier d'une formation pré-départ intensive suivie d'une période de stage international de 6 mois, au cours de laquelle ils ont été en mesure d'atteindre de réels résultats pour appuyer le travail de nos partenaires.



## 2.5

### MÉDIAS ALTERNATIFS

Encore cette année, grâce au travail de plusieurs bénévoles issus de notre base militante, nous avons continué de publier mensuellement le Journal des Alternatives (JdA), en français, et le Alternatives International Journal (AIJ), en anglais. Chacune des publications est diffusée à environ cinq mille abonnés via un bulletin électronique.

Le JdA a pu compter, début 2019, sur un comité de rédaction bénévole renouvelé et dynamique comptant une dizaine de membres se réunissant mensuellement et développant des initiatives en contenu et format. Aussi, le JdA a participé le 3 mai à la première Semaine de la presse et des médias organisée par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec par la tenue de l'atelier ouvert au grand public intitulé « Couverture des enjeux internationaux : à quoi servent les médias alternatifs ? ».

## 2.6

### AIDE À L'EMPLOI POUR LES PERSONNES IMMIGRANTES

Nous offrons des services d'aide à l'emploi aux immigrants et aux nouveaux arrivants de toutes origines. Nos services d'aide à l'emploi ont pour objectif de faciliter la transition vers l'emploi, d'aider ceux qui nous consultent à comprendre les mécanismes, les règles et le fonctionnement du marché du travail québécois, et de leur permettre d'acquérir des expériences de travail au sein d'entreprises. Nos services sont spécialisés et notre accompagnement est individualisé. Tous nos services sont gratuits et sont offerts en français et en anglais. Notre bailleur de fonds est Emploi-Québec.

# NOS AUTRES ACTIVITÉS DE MOBILISATION

**28 SEPTEMBRE**

**LES ALGORITHMES: NOUVELLE DONNE DES ÉLECTIONS ?**

**27 OCTOBRE**

**L'APRÈS-ÉLECTIONS: SE METTRE EN MOUVEMENT**



**16 NOVEMBRE**

**PROJECTION DE FILMS : POUR UNE ALIMENTATION JUSTE ET DURABLE ! (JQSI 2018)**

**5 DÉCEMBRE**

**UN AUTRE REGARD SUR LES MIGRATIONS: RETOUR DU #FSMM2018**



**12 DÉCEMBRE**

**ENVIRONNEMENT : UNE CONVERGENCE DES LUTTES POSSIBLE ?**

**10 FÉVRIER**

**LANCEMENT DU LIVRE OFFICIEL DU PROJET QSF-CHILI**

**16-17 FÉVRIER**

**FÊTE DES SEMENCES DE MONTRÉAL**

**28 FÉVRIER**

**TABLE RONDE: FACE À LA MENACE FASCISTE AU BRÉSIL**

**1ER MAI**

**CONSTRUCTION D'UNE JARDINIÈRE À RÉSERVOIR D'EAU**



**10 JUIN**

**ÉLECTIONS BRÉSILIENNES: L'EXTRÊME DROITE ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUE**

**13-15 JUIN**

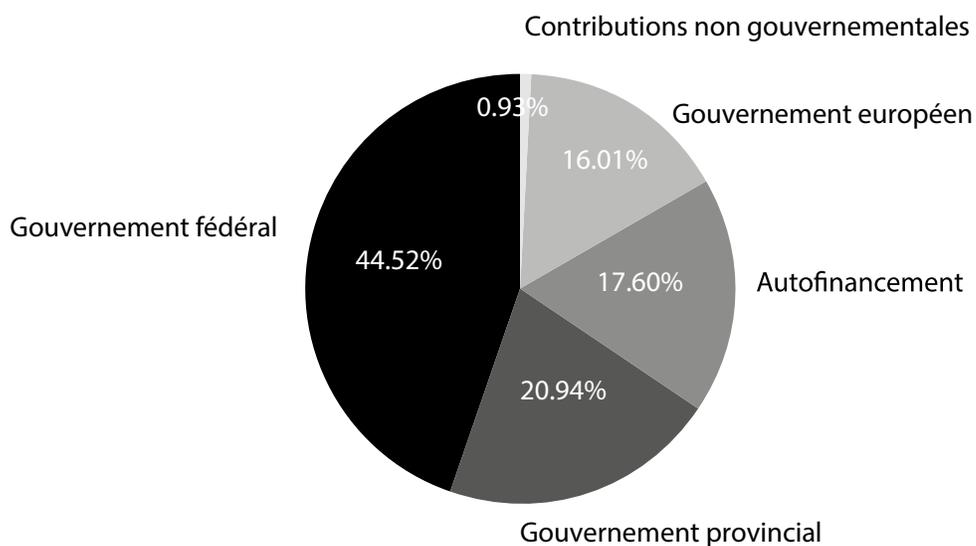
**SUDAN UPRISING: THE EXHIBITION - L'EXPOSITION**

# RAPPORT FINANCIER 2018-2019

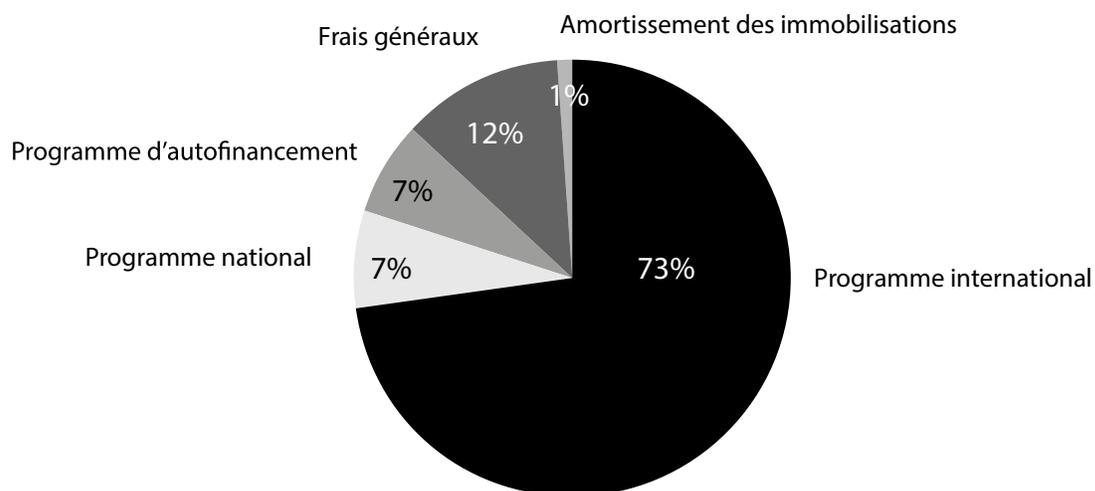
<b>BILAN</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>
<b>ACTIF</b>		
Actif à court terme	1 199 610 \$	822 773 \$
Immobilisations	387 839 \$	400 492 \$
	<b>1 587 449 \$</b>	<b>1 223 265 \$</b>
<b>PASSIF ET ACTIF NET</b>		
Passif à court terme	987 341 \$	569 785 \$
Actif Net	600 108 \$	653 480 \$
	<b>1 587 449 \$</b>	<b>1 223 265 \$</b>
<b>ÉTAT DES RÉSULTATS</b>		
<b>REVENUS</b>		
Gouvernement fédéral	910 865 \$	257 501 \$
Gouvernement provincial (Québec)	428 506 \$	603 165 \$
Gouvernement européen	327 500 \$	155 478 \$
Contributions syndicales	0 \$	63 000 \$
Contributions non gouvernementales	19 067 \$	141 901 \$
Autofinancement	360 081 \$	365 106 \$
<b>TOTAL</b>	<b>2 046 019 \$</b>	<b>1 586 151 \$</b>
<b>DÉPENSES</b>		
Programme international	1 527 365 \$	838 924 \$
Programme national	149 312 \$	382 971 \$
Programme d'autofinancement	144 210 \$	132 570 \$
Frais généraux	263 320 \$	242 800 \$
Amortissement des immobilisations	15 184 \$	16 620 \$
<b>TOTAL</b>	<b>2 099 391 \$</b>	<b>1 613 885 \$</b>
Excédent des produits sur les charges	-53 372 \$	-27 734 \$

# RAPPORT FINANCIER 2018-2019 (SUITE)

## REVENUS



## DÉPENSES



## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pierre-Luc Bouchard (Co-Président du Conseil)  
Safa Chebbi (Co-Présidente du Conseil)  
Krystyna Slawacki (Secrétaire)

Jean-Claude Balu  
Marie-Josée Béliveau  
José Bolívar  
Danielle Coenga  
Jen Gobby  
Hamouda Soubhi  
Alvaro Vargas

## ÉQUIPE SALARIÉE

Michel Lambert (Directeur général)  
Marianne Archambault-Laliberté (Jeunesse)  
Ève Bélanger (Jeunesse)  
Valérie Bineau (Jeunesse)  
Myriam Cloutier (Communications et mobilisation)  
Marcela Escribano (Amériques Latine)  
Caroline Gros (Développement stratégique)  
David Hernandez (Développement stratégique)  
Jimmy Lynch (Levée de fonds)  
Feroz Mehdi (MENA - Asie)  
Anne-Claire Migerel (Service civique - volontariat)  
Yasmina Moudda (Administration)  
Khadija Mounib (Immigration et employabilité)  
Catherine Pappas (Développement stratégique)

## PARTICIPANT-ES QUÉBEC SANS FRONTIÈRES

### CHILI

Luis Gómez  
Charlotte Asselin-Léger  
Luc Aubin  
Stéphanie Castaño-Salgado  
Eugénie Laframboise  
Sokphanévyna Mackay  
Ève-Marie Manan  
Anabel Richard  
Marianne Tremblay

### TUNISIE

François-Xavier Schmitz Lacroix  
Éliane Boucher  
Karine Boulay  
Catherine Clément  
Aïcha Farhat  
Raliatou Georges Bangoura  
Fatou Alhya Idrissa Diagne  
Éloïse Krumke  
Raphaël Madelein

## QUÉBEC SANS FRONTIÈRES - RÉCIPROCITÉ

Amani Allagui  
Zied Hadj Ayed  
Sofía Rodríguez Muñoz  
Ray Andrés Obando Moreira  
Juan Carlos Peñafiel Ruiz  
Pamela Vargas Rodriguez

## PARTICIPANT-ES PSIJ

### AFRIQUE DU SUD

Florie Dumas-Kemp  
Donna Fabiola Ngabire

### COSTA RICA

Jenny Doucet-Murray  
Anaïs Kasongo  
Natanya Langlois  
Anouk Palvadeau  
Justin Royer Nimat  
Catherine Tremblay

### MALAISIE

Ziad Ikisse  
Raphael Ryckman

### PHILIPPINES

Carmen Ferri  
Fatou Kine  
José Medrano

### TUNISIE

Selina Emmanuel  
Jasmine Gareau-Lindsay  
Meryem Kouider  
Klara Longfellow  
Yassine Rachidi  
Kateryna Usikova

### UGANDA

Laurence Bissonnette  
Katerie Lakpa  
Rosette Mwangura  
Courtney Prior

## STAGIAIRES UNIVERSITAIRES

Juhaina Albukhiti  
Fernanda Castiglioni  
Alexis Fost  
Ophélie Gavelle  
Anne-Michèle Lajoie  
Roberto Ramos

## BÉNÉVOLES

Marianne Boivin  
Carolyn Bowman  
Frédérique Denault  
Laurence Caron-Safar  
Marie Perrier

## COMITÉ DE RÉDACTION - JOURNAL DES ALTERNATIVES

Claudie Arseneault  
Eva Axelle Séa  
Camille Bui  
Léa Carrier  
Charles Castonguay  
Amélie David  
Élizabeth Leier  
Marie Perrier  
Fabiola Pinto  
Rémy-Paulin Twahirwa  
Johan Wallengren

## Alternatives

3720, Avenue du Parc, bureau 300  
Montréal, Québec, H2X 2J1

Téléphone : 514-982-6606  
Sans frais : 1-800-982-6646  
Télécopieur : 514-982-6122

## RETROUVEZ-NOUS SUR

Facebook : /AlternativesMtl  
Twitter : @alternativesMTL  
YouTube : alternativesNGO

alternatives.ca

## DEVENIR MEMBRE D'ALTERNATIVES C'EST

Faire partie d'un mouvement mondial qui défend la démocratie, l'environnement, et les mouvements sociaux pour la dignité des peuples. Être membre d'Alternatives, c'est soutenir la promotion et la construction d'initiatives novatrices des mouvements sociaux luttant en faveur des droits économiques, sociaux, politiques, culturels et environnementaux. C'est aussi un soutien inestimable nous permettant de continuer le travail collectivement !

## COMMENT DEVENIR MEMBRE

### PAR TÉLÉPHONE

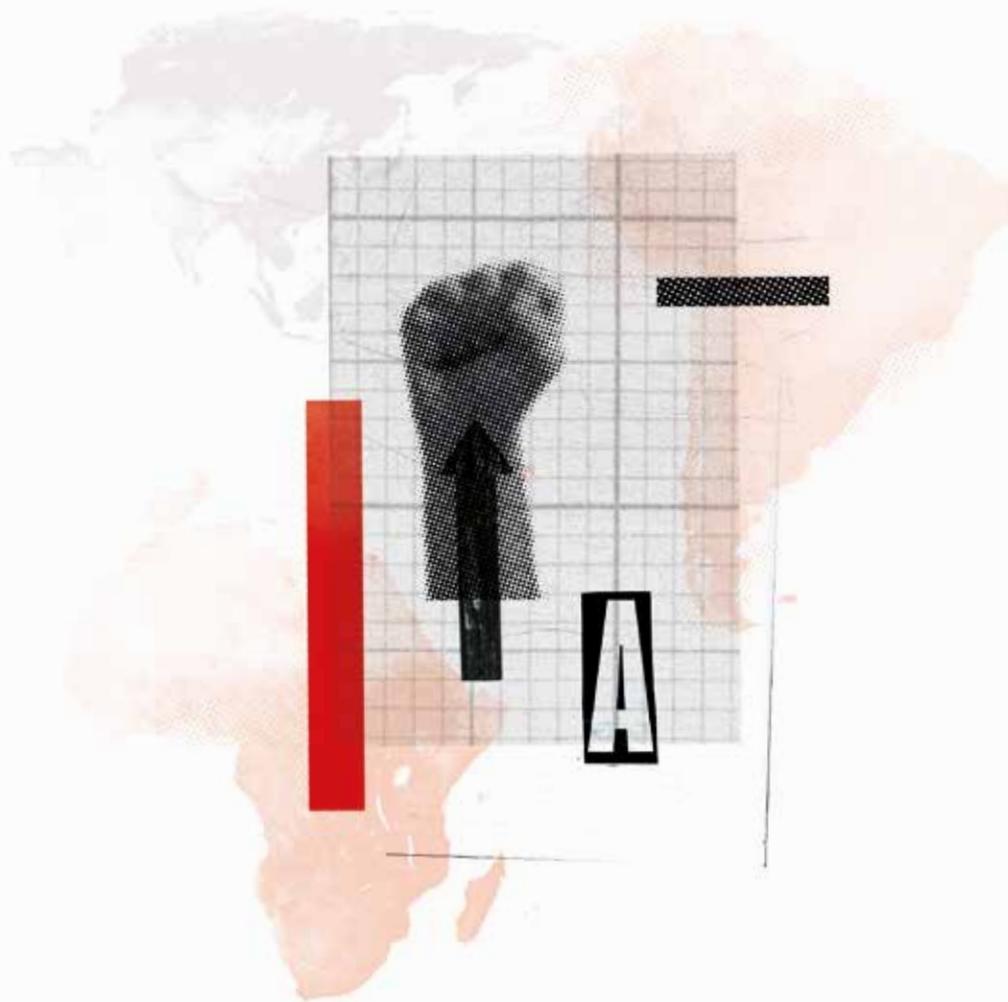
En téléphonant au 514 982-6606 ou au 1-800-982-6646 (lundi au vendredi de 9 h à 17h)

### EN LIGNE :

alternatives.ca/devenir-membre

Les membres d'Alternatives font une cotisation mensuelle ou annuelle.

**Crédit photo** (p.21) : Dominic Morissette et Catherine Pappas



 **Alternatives**

3720, Avenue du Parc, bureau 300  
Montréal, Québec, H2X 2J1